



[contact@ensemble-fdg.org](mailto:contact@ensemble-fdg.org)

20 rue Chaudron 75010 Paris

[www.ensemble-fdg.org](http://www.ensemble-fdg.org)

## **Communiqué de Ensemble!**

**Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire.**

### **Déclaration d'Ensemble**

**Assemblée des 31 Janvier et 1er février 2015.**

Janvier 2015 est un mois de basculement politique : en quelques jours, deux tueries provoquent des manifestations, historiques par l'ampleur, tandis qu'au même moment le peuple grec est face à un choix décisif pour son avenir et pour celui de l'ensemble du continent. Le tout dans un contexte économique récessif et déflationniste et face à une situation internationale marquée par l'explosion de guerres aux portes mêmes de l'Europe.

C'est bien un sentiment d'urgence, de gravité, d'un possible basculement dans le meilleur ou dans le pire, qui habite les populations et qui nous place devant des choix cruciaux. Une alternative entre de nouvelles régressions sociales, écologiques et démocratiques ou le sursaut pour une transformation globale de la société. Comment sortir de l'austérité et de politiques libérales et dévastatrices qui ont provoqué un niveau d'inégalités jamais atteints ? Comment éviter le piège mortel du « choc de civilisa-

tions » et sortir d'une logique guerrière mortifère tout en protégeant les populations d'actes barbares ? Comment refonder une nouvelle démocratie qui ne se réduit pas à un changement de régime mais se confronte à l'ensemble d'un projet permettant de vivre ensemble ? Comment saisir dans toutes ses exigences la transition écologique alors même que se tient à Paris cette année le sommet climatique ? Comment enfin, concilier les résistances et l'invention de solutions nouvelles permettant aux citoyens et aux citoyennes, aux travailleurs et travailleuses de s'approprier les conditions mêmes de leur vie en société ? Quelle coalition nouvelle à construire à gauche pour porter un tel projet ?

Nous pouvons sortir par le haut de cette semaine dramatique qui a frappé le pays par l'assassinat du comité de rédaction de *Charlie Hebdo*, le meurtre de sang froid de policiers, et l'attentat antisémite qui a causé quatre victimes supplémentaires, en nous appuyant sur la vitalité démocratique exprimée lors des manifestations du 11 janvier, pour qu'elle prenne le dessus sur les logiques d' « Union sacrée » dans la « guerre contre le terrorisme » et de choc des civilisations. En nous ouvrant sur celles et ceux qui n'ont pas manifesté tout en partageant un socle de convictions démocratiques qui permet, ensemble, de rebondir. Cet épisode effroyable a provoqué une rupture de l'atonie qui dominait la situation française, et ouvre de nouveaux débats politiques. L'ensemble des maux qui déchirent la société française sont posés qui impliquent, si nous voulons être la hauteur des enjeux, une véritable refondation démocratique de la société française. Plus de liberté, plus d'égalité, plus de solidarité, ce qui revient à exprimer la nécessité d'en finir avec le chômage, la pauvreté, la précarité, les discriminations, le racisme sous toutes ses formes et la xénophobie. Face au mécontentement des catégories populaires, les classes dominantes cherchent à détourner leur colère contre les noirs, les arabes, les musulmans, les Rroms... Il faut refuser ce climat délétère qui s'est construit dans ce pays alimenté par les politiques d'Etat, le Front National, la droite sarkozyste, des polémistes douteux, et même certaines voix à gauche qui font flamber, en retour, l'antisémi-

tisme. Nous agissons contre tous les actes, d'où qu'ils viennent, visant les juifs.

Plus d'égalité implique d'en finir avec les politiques de stigmatisation des classes populaires, des précaires, des femmes, des immigré-e-s, des jeunes, dans l'accès à l'éducation, au logement, à l'emploi et à ce que la parole de chacun et chacune soit entendue. La question des contrôles au faciès et celle des violences policières doivent être centrales. Cela suppose aussi l'ouverture de la citoyenneté à ceux et celles qui en sont privés, à commencer par le droit de vote et tous les droits civiques pour les résident-e-s à toutes les élections. Mais également dans une logique de 6ème République, l'extension des pouvoirs d'intervention et de décision des citoyen-ene-s et des travailleurs à toutes les échelles et dans l'ensemble de la vie sociale : dans les territoires comme dans les entreprises.

Plus d'égalité implique d'en finir avec le chômage et la précarité : la réduction massive du temps de travail est la réponse majeure pour l'emploi et le temps libéré, et plus largement pour l'émancipation humaine. Résoudre le problème du chômage, c'est rendre plus facile l'ensemble des luttes et des mobilisations dans les autres domaines.

Nous visons à construire un large front antiraciste, avec les organisations et les populations victimes de racisme, qui prenne en compte leur revendications et leurs luttes spécifiques, qui soutienne un ensemble de revendications et de changements en réalité inséparables de la mobilisation de masse pour mettre à l'ordre du jour un changement de politique et une véritable révolution démocratique.

Au plan international, enrayer la logique du « choc des civilisations » suppose de s'opposer aux politiques impérialistes, responsables des drames que subissent les populations, et aux menées des forces qui instrumentalisent la religion pour justifier leurs projets totalitaires. En Afrique, la politique française reste déterminée par la défense d'intérêts néocoloniaux et l'appui des régimes autoritaires et corrompus, si bien que ses interven-

tions militaires contre les forces djihadistes ne sauraient être durablement acceptées par les populations. Au Moyen Orient, une politique progressiste cohérente doit combiner le soutien à la révolution syrienne, la solidarité face à Daesh avec les forces démocratiques kurdes, syriennes et irakiennes, la solidarité avec le peuple palestinien, et viser la possibilité de mise sur pied de régimes démocratiques, respectueux des droits des populations dans la diversité de leurs croyances et opinions. Dans la lutte contre les régimes dictatoriaux, contre l'impérialisme et contre les courants politiques djihadistes, il n'y aura de véritables solutions que celles qui seront imposées par les peuples eux-mêmes.

La victoire de Syriza ouvre une période complètement nouvelle riche d'espoirs : la possibilité d'agir et de débattre d'une politique de rupture avec les politiques imposées aux peuples par la Troïka. Dimanche 25 janvier les grecs ont voté pour eux-mêmes et pour le continent européen. Pour la première fois, un gouvernement de rupture avec le consensus libéral l'emporte, veut stopper la logique de destruction de la société grecque et ouvrir à l'échelle du continent un débat autour d'une double exigence : - en finir avec l'austérité ; ne plus payer une dette illégitime et renégocier celle-ci dans le cadre de la zone euro en refusant que l'addition des dettes issues des déficits provoqués par la défiscalisation des plus riches et des entreprises soient réglés par les peuples.

De ce point de vue la solidarité avec le peuple grec et avec Syriza devient une solidarité active. Il faut évidemment refuser le chantage et l'étranglement d'une politique alternative que les dirigeants de l'UE et les marchés commencent à organiser. Mais la solidarité implique également le combat pour rompre dans tous les pays européens et donc ici en France avec les politiques austéritaires et libérales. Une campagne contre la légitimité de la dette, exigeant un moratoire sur le paiement et suivi d'un audit citoyen, est plus que jamais d'actualité (emprunts toxiques des collectivités locales et des hôpitaux). Elle sera portée y compris lors des prochaines échéances électorales.

Dans le cadre du Collectif 3A, se développe le soutien aux mobilisations et des initiatives locales sur les divers aspects de refus de la politique néolibérale : refus des fermetures d'entreprises utiles, défense de la Protection sociale, développement des services publics, augmentation des salaires et retraites... Il est possible de préparer une mobilisation nationale qui ferait converger et se multiplier l'exigence de ne plus subir.

Au plan social, la lutte contre la loi Macron, clairement destinée à satisfaire le patronat, est d'une brûlante actualité : extension du travail du dimanche, « assouplissement » du Code du travail, projets de privatisation... Une fois de plus, les femmes seront les premières victimes de ses nombreuses dispositions rétrogrades : l'extension du travail du dimanche et du travail de nuit frappera en premier lieu les femmes massivement présentes dans les secteurs du commerces et du tourisme. L'annonce de nouvelles fermetures de maternités ou d'hôpitaux, au moment où nous fêtons les quarante ans de la loi libéralisant l'avortement met l'accent sur les luttes à mener pour un droit effectif à l'IVG. Plus que jamais, les luttes pour les droits des femmes, contre le retour à l'ordre moral et contre les discriminations de tout ordre dont elles sont victimes, sont nécessaires et indispensables.

Cela implique dès maintenant aussi une coordination rapide des mouvements sociaux et des forces politiques européennes autour d'objectifs communs pour défaire la troïka. Nous devons proposer une rencontre internationale pour déterminer des exigences communes. Sans aucun doute, cela relève des responsabilités du Parti de la gauche européenne mais aussi bien au-delà avec les forces qui partageront avec nous le besoin de cette coordination des réflexions et des initiatives. Nous participerons donc à toute initiative permettant une réponse à la hauteur du rejet des politiques néolibérales :

- La remise en cause des « dettes publiques » illégitimes et des choix qui permettent de créer des emplois et un développement pour des biens

utiles écologiquement et socialement (voir les annexes déjà rédigés pour le texte « Un monde en basculement »).

- Une autre politique à l'égard des immigrations ; cela passe par une autre politique et des relations différentes entre le nord et le sud de la Méditerranée.

« Ensemble ! » sera partie prenante du FSM 2015 à Tunis : ce sera l'occasion de participer aux échanges et aux rencontres altermondialistes avec l'ensemble des forces impliquées dans les mouvements sociaux, les mobilisations citoyennes et les processus révolutionnaires dans le monde ; ce sera l'occasion de favoriser la concertation internationale et de renforcer les campagnes de solidarité.

Une extension à l'Espagne par une victoire de Podemos serait évidemment une étape supplémentaire dans la modification du rapport de force.

Une modification du rapport de force qui implique de définir une stratégie du changement maîtrisée par les acteurs eux-mêmes : plus de démocratie, de contrôle, d'appropriation sociale dans une logique où doivent se combiner, en inventant des solutions nouvelles, l'exigence de l'égalité réelle et la nécessaire transition écologique. A l'opposé des modèles productivistes qui prospèrent toujours comme l'a montré l'annonce par Ségolène Royal d'une possible relance du nucléaire dans ce pays. 2015 est aussi l'année du changement climatique et donc des mobilisations pour imposer un modèle alternatif.

Avec d'autres forces du mouvement social et des forces politiques, Ensemble a œuvré à lancer un processus de discussion afin de construire une alternative globale : les chantiers de l'espoir. Plus que jamais une telle démarche répond aux urgences de la situation : la nécessité face aux dangers réactionnaires, face à un gouvernement ouvertement social-libéral qui maintient son agenda (la loi Macron), de dégager un espace per-

mettant de construire une force alternative sur les plans sociaux, démocratiques et écologiques.

Nos investissements militants sont indissociables si nous voulons construire le rapport de forces : mobilisations pour des exigences d'une rupture avec la politique néolibérale ; débats et initiatives des chantiers d'espoir ; front uni antiraciste et initiatives anti-guerre... Notre mouvement doit également être porteur d'un travail spécifique contre la dynamique du Front National et la progression de ses idées.

Les éléments saillants de ce mois de janvier modifient les conditions de l'action et du débat politique mais certainement une réalité s'impose : nous avons besoin en France, adapté aux réalités politiques du pays, d'un front social et politique qui soit l'équivalent de Syriza et de Podemos, une force de participation citoyenne qui crée les conditions d'une politique de rupture.

Comment en ce mois de janvier 2015 ne pas en sentir l'impérieuse nécessité ?